



**MINISTÈRES  
SOCIAUX**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction des finances,  
des achats et des services**

**Sous-direction des achats et du développement durable**

# **Accord-cadre relatif aux formations au management pour le pôle d'accompagnement du management, des organisations et de l'intelligence collective de la DRH des ministères sociaux**

-----

**Lot 1 : Management d'équipe**

**Lot 2 : Management avec l'intelligence relationnelle**

**Lot 3 : Management de projet**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
commun à l'ensemble des lots**

**N° de la consultation : PRA014961**

**Accord-cadre passé selon une procédure adaptée en application  
des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (3°) du Code de la commande publique**



## Table des matières

Article 1 - DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES .....	3
Article 2 - ACHETEUR .....	3
Article 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 4 - DEFINITIONS .....	3
4.1 Résultat de l'accord-cadre .....	3
4.1 Connaissances antérieures .....	3
Article 5 - ALLOTISSEMENT .....	4
Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE .....	4
Article 7 - PROCEDURE DE PASSATION .....	4
Article 8 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
Article 9 - LIEU D'EXECUTION .....	5
9.1 Formations sur sites .....	5
9.2 Formation à distance .....	5
Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
11.1 Représentation des parties .....	6
11.2 Conditions d'exécution .....	6
11.3 Obligations générales du titulaire .....	8
11.4 Obligation de responsabilité générale du titulaire .....	9
11.5 Considérations environnementales .....	10
11.6 Clauses sociales .....	10
11.7 Clauses de réexamen .....	14
11.8 Exigences relatives aux prestations .....	15
11.9 Echange et relecture des livrables .....	15
11.10 Constatation de l'exécution des prestations .....	16
11.11 Traitement de données à caractère personnel .....	16
11.12 Garantie .....	21
11.13 Pénalités .....	21
Article 12 - REGIME FINANCIER .....	23
12.1 Forme et contenu des prix .....	23
12.2 Variation des prix .....	24
12.3 Avances .....	24
12.4 Modalités financières .....	25
12.5 Modalités de facturation .....	26
Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX RESULTATS .....	28
Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES .....	29
14.1 Forme des notifications et des informations .....	29
14.2 Langue .....	29
14.3 Sous-traitance et Co-traitance .....	29
14.4 Assurances .....	30
14.5 Résiliation .....	30
14.6 Exécution aux frais et risques du titulaire .....	31
14.7 Litiges et contentieux .....	31
Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG .....	31

## **Article 1 - DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

Les ministères sociaux sont engagés dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, ils sont attentifs dans le choix de leurs contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Au-delà du respect de ces dispositions, les ministères sociaux sont également sensibles aux actions conduites par leurs prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dans ce cadre, un questionnaire relatif aux actions conduites en matière de diversité et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes sera envoyé au(x) société(s) retenue(s) lors de la notification de l'accord-cadre.

Ce questionnaire devra être complété et retourné avec le formulaire de l'acte d'engagement (ATTRI1).

## **Article 2 - ACHETEUR**

Ministères sociaux

Secrétariat Général

Direction des Ressources humaines

Au sein de la direction des ressources humaines des MSO, le Campus managérial du pôle d'accompagnement du management, des organisations et de l'intelligence collective de la DRH des ministères sociaux est chargé du pilotage et de l'organisation de la formation des managers.

## **Article 3 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre, composé de 3 lots, a pour objet des formations pour le Campus managérial du pôle d'accompagnement du management, des organisations et de l'intelligence collective de la DRH des ministères sociaux.

L'accord-cadre est un accord-cadre de services.

## **Article 4 - DEFINITIONS**

### **4.1 Résultat de l'accord-cadre**

En complément de l'article 32.1 du CCAG-PI, le résultat désigne les supports livrables (version papier ou électronique) remis aux apprenants et au campus managérial.

### **4.1 Connaissances antérieures**

Conformément à l'article 32 du CCAG-PI, Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur des connaissances antérieures incorporées et indissociables de l'exploitation du résultat.

## Article 5 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

N° des lots	Intitulés des lots de l'accord-cadre
Lot 1	Management d'équipe
Lot 2	Management avec l'intelligence relationnelle
Lot 3	Management de projet

Les dispositions du présent cahier des charges sont communes aux trois lots.

## Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloté. Chacun des trois lots constitue un accord cadre distinct mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles L. 2125-1, R. 2112-6 (1°) et R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un maximum dont le montant pour chacun des lots est le suivant :

Lot 1 : 400 000 € HT par an soit 1 600 000 € HT pour 4 ans

Lot 2 : 360 000 € HT par an soit 1 440 000 € HT pour 4 ans

Lot 3 : 60 000 € HT par an soit 240 000€ HT pour 4 ans

Code CPV principal :

80530000-8	Services de formation professionnelle
------------	---------------------------------------

## Article 7 - PROCEDURE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée de services sociaux et autres services spécifiques conformément aux articles L.2123-1, R. 2123-1(3°) du Code de la commande publique.

## Article 8 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale ferme de 24 mois à compter de sa date de notification.



Chaque lot de l'accord-cadre est reconductible tacitement deux fois 12 mois. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur souhaite ne pas reconduire le marché, il notifie sa décision par tout moyen attestant de date certaine dans un délai de deux mois minimum avant la date d'échéance de la période ou reconduite le cas échéant

.

Dans le cas où l'un des lots ne sera pas reconduit, les bons de commande émis avant l'arrivée à échéance du lot continuent à s'exécuter jusqu'à leurs termes sans pouvoir excéder une durée de quatre mois après l'arrivée à échéance de l'accord-cadre.

## **Article 9 - LIEU D'EXECUTION**

### **9.1 Formations sur sites**

Les sessions de formation prévues en présentiel se déroulent dans les locaux des Ministères sociaux, soit en administration centrale, soit en service déconcentré :

- A Paris :

O Tour Olivier-de-Serres : 78-84, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris ;

Ce site est susceptible de changer au cours de l'accord-cadre, tout en restant en 1ère couronne de la région parisienne, dans les conditions fixées par la clause de réexamen de l'article 11.7 du présent CCAP.

O Duquesne : 14, avenue Duquesne, 75007 Paris

- En région : dans les services déconcentrés métropolitains et DROM-COM des ministères sociaux, dans les villes obligatoirement desservies.

Pour les formations organisées dans les locaux des Ministères sociaux, le Campus managérial communiquera au titulaire de chaque lot les modalités d'accès au bâtiment.

Pour les services déconcentrés, les bénéficiaires communiqueront au titulaire de chaque lot les adresses des lieux d'exécution.

### **9.2 Formation à distance**

Les formations peuvent également se dérouler à distance.

Les modalités de formation à distance doivent être conformes aux dispositions détaillées à l'article 3.4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Notamment, les classes à distance seront animées grâce aux outils de visioconférence privilégiés par les ministères sociaux (Teams, Mentor...).

Les exigences techniques de Mentor, plate-forme interministérielle de formation en ligne de l'État, sont précisées dans l'annexe 3 du CCTP.

## **Article 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (le bordereau des prix unitaire) pour chacun des lots ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux 3 lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux 3 lots, et ses 3 annexes ;
  - le cahier des clauses administratives générales applicable aux accords-cadres de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent CCAP. Ce document n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- l'offre technique du titulaire pour chacun des 3 lots.

## **Article 11 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1 Représentation des parties**

#### **11.1.1 Représentation de l'acheteur**

L'interlocuteur désigné par le pouvoir adjudicateur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Au sein du Campus managérial du pôle d'accompagnement du management, Il est désigné avec ses coordonnées dès la notification de l'accord-cadre, conformément à l'article 3.3 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **11.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, chef de projet, habilités à le représenter tant pour le pilotage global de l'accord-cadre que pour le suivi de l'exécution des prestations (pour chacune des préparations). Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **11.2 Conditions d'exécution**

#### **11.2.1 Mise en place de l'équipe technique**

Le titulaire doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet décrit aux articles 3.9, 4.1.1, 4.2.1 et 4.3.1 du CCTP.

#### **11.2.2 Remplacement des intervenants**

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'un formateur, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'administration (le Campus managérial) et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le CV du ou des nouveaux intervenants pressentis sont soumis à l'administration dans un délai de 48H pour validation à compter de l'annonce du remplacement.

Tout changement ne pourra se faire que par un intervenant d'expérience de la formation et de compétence au moins équivalente à celle de la personne remplacée.

A l'issue d'une session de formation le Campus managérial peut demander le changement d'un ou plusieurs formateurs dès lors que cette demande est dûment justifiée (dans le cas de mauvaises évaluations de la part des stagiaires, de manquements aux obligations du/des formateur(s)).

En aucun cas, le remplacement d'un (ou de plusieurs) intervenant(s) ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

### **11.2.3 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le point de départ du délai d'exécution est fixé dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-PI.

### **11.2.4 Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable du gardiennage, de la conservation, de l'entretien et de l'emploi des moyens qui lui sont confiés, dès que ceux-ci ont été mis effectivement à sa disposition.

Il ne peut en user qu'aux fins prévues par le marché.

### **11.2.5 Emission et exécution des bons de commande**

Les prestations confiées au titulaire de chaque lot sont exécutées par émission de bons de commande.

Ces bons de commande peuvent être établis mensuellement et peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification.

L'exécution de bons de commande déjà émis peut toutefois se poursuivre au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'à la fin de l'exécution des prestations concernées. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, et par dérogation à l'article 13 du CCAG-PI, la durée d'exécution des bons de commandes doit être terminée 4 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande porte les mentions suivantes :

- le numéro et la date d'émission du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la référence du devis, le cas échéant ;
- le numéro d'EJ mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- l'intitulé et le nombre de jours de prestations ;
- la(les) date(s) de sessions ;
- Les prix des prestations concernées hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC), tels que figurent sur le bordereau des prix unitaires ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;

- Les lieux d'exécution des prestations.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire de chaque lot par tout moyen écrit permettant d'en connaître la date d'émission.

Le prestataire accuse réception du bon de commande, par écrit, dans un délai de 48 heures.

Le bon de commande est valide jusqu'à l'exécution de la prestation demandée.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-PI.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la réception des prestations.

### **11.3 Obligations générales du titulaire**

---

#### **11.3.1 Obligation de conseil et d'alerte**

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir est concrétisé par la production d'un rapport écrit présentant les risques ou les dysfonctionnements constatés ainsi que les actions proposées pour y remédier.

#### **11.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

#### **11.3.3 Obligations de confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout document et information reçu au cours de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions fixées aux articles 5 du CCAG-PI. Cette obligation s'étend de la même manière à son personnel et ses collaborateurs auxquels il confie la réalisation des prestations, qu'ils soient salariés ou sous-traitants.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés (à titre d'exemple, une procédure interne ou un outil informatique) permettant de garantir la confidentialité des informations ou des documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre. Ces informations ou documents confidentiels ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou utilisés directement par le titulaire, en dehors du périmètre de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution, sans autorisation expresse de l'acheteur.

Une information confidentielle, comme prévoit l'article 5.1.2 du CCAG-PI, désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Tous les fichiers et documents recueillis pendant l'exécution de l'accord-cadre appartenant à l'acheteur ou aux bénéficiaires doivent être détruits dès lors que l'accord-cadre a pris fin.

Conformément aux dispositions de l'article 39.1 du CCAG-PI, le non-respect de cette obligation par le titulaire, son personnel ou ses collaborateurs est susceptible de justifier la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires.

#### **11.3.4 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise aux mesures de sécurité en vigueur qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

Le Titulaire s'engage à s'y conformer.

#### **11.3.5 Autres obligations administratives**

- Le titulaire est tenu de notifier dans les meilleurs délais à l'acheteur public les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :
  - Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
  - À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
  - À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
  - À son adresse postale ou à son siège social ;
  - Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de manquement à cette obligation, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler et notamment des retards de paiement.

- Le titulaire met à disposition de l'acheteur public tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

- Si le titulaire fait appel à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du travail.
- Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du travail.

### **11.4 Obligation de responsabilité générale du titulaire**

---

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CTP et du présent CCAP.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes celles qui s'appliqueraient en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## **11.5 Considérations environnementales**

---

L'administration s'est inscrite dans une démarche de développement durable c'est pourquoi, le titulaire s'engage à respecter l'évolution de la réglementation en vigueur en matière d'environnement durant la totalité de l'accord-cadre. Il doit mettre en œuvre des dispositifs favorisant le développement durable (en application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique).

Ainsi, Le titulaire doit mettre en œuvre ses moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le prestataire s'engage à privilégier les moyens de transport à faible impact environnemental pour les formateurs (transports en commun, covoiturage, véhicules électriques).

De manière générale, toute transmission de documents et éventuels livrables par le ou les prestataires au prescripteur se fait par la voie dématérialisée. A défaut, l'utilisation de papier recyclé/ éco-labellisé ou de papier intégralement issu de forêts gérées durablement est à privilégier.

## **11.6 Clauses sociales**

---

### **11.6.1 Lot 1 et lot 2 : clause d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent accord-cadre une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable aux lots 1 et 2 de l'accord cadre.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA,

SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)

- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

**Sera contractuelisé dans l'acte d'engagement le nombre d'heures que le soumissionnaire aura annoncé dans son offre, lequel devra pour les lots 1 et 2 être supérieur aux nombres d'heures minimums fixé à l'article 5.2 du règlement de consultation.**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés au règlement de consultation, est donc contractuelisé dans l'acte d'engagement. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de l'accord-cadre, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin de l'accord-cadre).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion,

d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet de l'accord-cadre à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA

Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises

alphonse.mabiala@epec.paris

07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'accord-cadre ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification de l'accord-cadre.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (article 11.11 du présent CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

en copie

alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.13 du présent CCAP.



En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de l'accord-cadre concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

### **11.6.2 Pour les trois lots : Obligation d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap**

Le titulaire s'engage à garantir l'accessibilité et l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le cadre de l'exécution du présent marché, conformément à l'article 3.18 du CCTP.

## **11.7 Clauses de réexamen**

---

En complément de l'article 25 du CCAG-PI, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications dans les conditions suivantes :

### **1. Modifications nécessitant un avenant :**

- a) Évolution du calendrier d'exécution du marché initial.
- b) Lorsque le titulaire ou l'acheteur public est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations à assurer (sur le contenu ou la durée de la formation) ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de l'offre, sans toutefois que l'objet de l'accord-cadre et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent accord-cadre et n'emportent aucune incidence financière.
- c) Modification de l'offre technique du titulaire suite à un changement de matériels ou d'équipes, à condition que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initiale.
- d) L'ajout ou la suppression de sites ayant un impact financier sur le présent marché.

### **2. Modifications applicables de plein droit sans avenant :**

- a) Modification d'indice de révision des prix (cf. article 12.2 du présent CCAP).
- b) Évolution de la fiscalité
- c) Évolution ou entrée en vigueur des normes applicables aux prestations du marché.
- d) L'ajout ou la suppression de sites faisant l'objet du présent marché n'ayant pas d'incidence financière sur le marché.

### 3. Modifications prises en compte sur simple information au pouvoir adjudicateur :

- a) Modification du siège social.
- b) Modification du compte bancaire.
- c) Désignation d'un nouveau dirigeant (hors changement de contrôle de la société).
- d) Changement de raison sociale ou de structure n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

#### Modalités de mise en œuvre :

1. Pour les modifications nécessitant un avenant :
  - Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur informe l'autre partie par écrit de la modification envisagée.
  - Les parties examinent la proposition et ses implications sur le marché.
  - Si un accord est trouvé, un avenant est rédigé et signé par les deux parties.
2. Pour les modifications applicables de plein droit :
  - La partie informée du changement en avertit l'autre par écrit.
  - Le changement est appliqué à compter de la date indiquée dans la notification ou, par défaut, à la date de réception de celle-ci.
3. Pour les modifications sur informations simples :
  - Le titulaire informe par écrit le pouvoir adjudicateur du changement intervenu.
  - Le pouvoir adjudicateur prend acte du changement par une décision écrite notamment par le moyen d'un certificat administratif.

Toute modification non prévue dans la présente clause devra faire l'objet d'un examen conjoint des parties pour déterminer si elle nécessite un avenant ou si elle peut être mise en œuvre selon une autre modalité prévue ci-dessus.

## **11.8 Exigences relatives aux prestations**

---

Le pilotage des prestations et le suivi d'exécution de l'accord-cadre est réalisé par le Campus managérial des ministères sociaux.

Les exigences et le contenu des prestations sont définis au sein du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **11.9 Echange et relecture des livrables**

---

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur.

Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les modalités de transmission des livrables sont prévues au sein du CCTP.

## **11.10 Constatation de l'exécution des prestations**

---

### **11.10.1 Opérations de vérification**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Les opérations de vérifications sont effectuées dans le respect des dispositions de l'article 28 du CCAG-PI.

### **11.10.2 Décision après vérifications**

Les décisions après vérifications quantitatives et qualitatives sont prises conformément aux dispositions aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

## **11.11 Traitement de données à caractère personnel**

---

Préambule - Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95 /46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre public. Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire de l'accord-cadre public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre du présent accord-cadre public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### **1) Description du traitement de données à caractères personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent accord-cadre public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations en présentiel ou à distance relatives aux formations managériales, aux ateliers d'échanges de pratiques et aux webinaires, décrites dans le CCTP de ce DCE.

La nature des opérations réalisées sur les données est de recueillir des données personnelles des agents bénéficiaires des prestations. Le traitement de ces données sera synthétique et aidera à la mise en place de la ou des prestations demandées.

La ou les finalité(s) du traitement sont d'aider à la mise en place des prestations demandées en présentiel et à distance.

Les données à caractère personnel traitées sont pour les agents bénéficiaires de la ou des prestations demandées :

- Nom de l'agent bénéficiaire de la prestation ;

- Prénom de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Adresse mail personnelle de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Adresse mail professionnelle de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Numéro de téléphone personnel de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Numéro de téléphone professionnel de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Affectation de l'agent bénéficiaire de la prestation (Direction de rattachement) ;
- Matricule RenoiRH de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Adresse mail professionnelle du responsable RH de proximité ayant transmis la demande ;
- Les observations relatives au dossier de l'agent bénéficiaire de la prestation ;
- Toute autre donnée à caractère personnel relative à l'agent bénéficiaire de la prestation collectée durant toute la durée de la prestation.

Les catégories de personnes concernées sont le titulaire de l'accord-cadre et toute personne qui, dans le cadre de ses fonctions, est amenée à participer à la mise en œuvre en pratique de la prestation demandée par l'administration en présentiel ou à distance.

Pour l'exécution des prestations, du présent accord-cadre public, l'acheteur met à la disposition du titulaire une liste informatique comprenant les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations.

## 2) Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire de l'accord-cadre public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans ce présent document du présent accord-cadre public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat CCAP Formation au management d'équipe BPM017227 9/19 membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### 3) Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates de l'accord-cadre public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent

(téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclaration-candidat>).

### 4) Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

#### ☒ Option B

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

### 5) Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel immédiatement après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse [drhcampusmanagerial@sg.social.gouv.fr](mailto:drhcampusmanagerial@sg.social.gouv.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, CCAP Formation au management d'équipe BPM017227 10/19 lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### 6) Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 7) Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 8) Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☒ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire de l'accord-cadre public doit justifier par écrit de la destruction.

#### 9) Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

#### 10) Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 11) Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

#### 12) Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire



L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel.
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **11.12 Garantie**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

## **11.13 Pénalités**

---

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### **11.13.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il est fait application des montants de pénalités suivants :

#### Pénalités de retard :

- En cas de dépassement du délai de réception des supports pédagogiques le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de 50€ par document et par jour calendaire de retard.
- En cas de retard de transmission des évaluations, des attestations de formation et des attestations de validation des acquis le titulaire encourt, dans mise en demeure préalable, des pénalités s'élevant à 50 € par jour calendaire de retard.

#### Pénalités pour indisponibilité / annulation :

En cas d'annulation ou de report du fait du prestataire dans un délai inférieur à 15 jours calendaires avant le début de la formation initialement prévue, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 euros par manquement constaté.

#### Pénalités liées au plan de continuité d'activité (PCA) :

Pour tout retard de transmission du PCA, à compter de la fin du troisième mois après la notification de l'accord-cadre, la pénalité est de 150 € par semaine de 7 jours de retard.

#### Pénalités de retard liées au traitement de données à caractère personnel :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 11.11 du CCAP relatives au traitement des données à caractère personnel il sera appliqué au titulaire une pénalité égale à 1000 euros par obligation non respectée.

#### Lots 1 et 2 uniquement :

##### Pénalités de non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique :

- En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 120 euros par heure d'insertion non réalisée.
- En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

##### Pénalités de non-respect de l'engagement de l'obligation d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap

Le non-respect de des engagements inscrits à l'article 3.16 du CCTP pourra donner lieu à l'application de pénalités, à hauteur de 10% du montant du bon de commande concerné par le non-respect de ces engagements.

##### Pénalités pour non-transmission du contrat de sous-traitance :

A défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50,00 € HT par jour calendaire de retard constaté.

##### Pénalités pour non-communication du CV d'un nouvel intervenant :

En cas de remplacement d'un intervenant et de non-respect par le titulaire du délai de 48h pour proposer un nouvel intervenant aux qualifications équivalentes, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 400 euros par manquement constaté.

##### Pénalités pour proposition d'un intervenant en remplacement d'un autre ayant un niveau de compétence inférieur :

En cas de remplacement d'un intervenant et de proposition d'un remplaçant d'un niveau de compétence inférieur, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 400 euros par manquement constaté.

##### Cas d'indemnisation par l'administration :

En cas d'annulation ou de report d'une formation par l'administration, sauf cas de force majeure :

- Deux semaines calendaires ou plus avant la date prévue de la formation : aucun frais n'est dû au titulaire ;
- Entre 2 semaines calendaires et 5 jours ouvrés avant le début du stage : l'administration versera un montant forfaitaire de la commande de 20 % à l'organisme de formation ;

- dans les cinq jours ouvrés avant le début du stage : l'administration versera un montant forfaitaire de la commande de 40 % à l'organisme de formation.

### 11.13.2 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 25% du montant de chaque bon de commande.

### 11.13.3 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

## Article 12 - REGIME FINANCIER

### 12.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Numéro du lot	Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Type de prix unitaire	Minimum (€ HT) / Maximum (€ HT)	Variation(s) de prix
1	Prix Unitaire	A bons de commande	Bordereau de prix	Sans minimum / maximum 1 600 000	Révisables
2	Prix Unitaire	A bons de commande	Bordereau de prix	Sans minimum / maximum 1 440 000	Révisables
3	Prix Unitaire	A bons de commande	Bordereau de prix	Sans minimum / maximum 240 000	Révisables

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-6-1<sup>er</sup> du Code de la commande publique, le prix des prestations de chaque lot faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

#### Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre ;
- La cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les frais de déplacement et le cas échéant de logement des intervenants des sessions se déroulant dans les DROM-COM (départements et régions et collectivités d'outre-mer) ou en régions (hors Ile de France) seront pris en charge directement par l'administration bénéficiaire dans les conditions de l'annexe 2 du CCTP.

## 12.2 Variation des prix

---

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de remise des offres. Ce mois est appelé M0.

Ils sont par la suite révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre par le titulaire, qui transmet le BPU contenant les prix révisés au plus tard un mois à compter de cette date.

Passé ce délai, le titulaire est réputé renoncer à la révision, de telle sorte que les prix en cours demeurent applicables pour toute la période à venir.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder lui-même et dans le même délai à la révision des prix si cette révision lui est profitable sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante, dans le respect de l'indice fixé par le Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études et de conseil (Syntec<sup>1</sup>) :

$$P1 = P0 \times (\text{Syn1} / \text{Syn0})$$

P1: Prix révisé ;

P0: Prix contractuel initial de l'offre du titulaire ;

Syn0: Indice Syntec connu à la date de notification de l'accord-cadre;

Syn1 : Dernière révision de l'indice Syntec publié à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Si la révision des prix intervenue dans les conditions définies ci-dessus conduit à une augmentation supérieure à 5% du prix initial de l'offre du titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation.

## 12.3 Avances

---

Une avance est accordée au titulaire, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

Le titulaire a droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

---

<sup>1</sup> Indice établi mensuellement par la fédération Syntec - Syndicat des sociétés d'ingénierie, de services informatiques, d'études, de conseil, et de formation professionnelle reconnu par le ministère de l'Économie et des Finances depuis le 11 mars 1974

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

## **12.4 Modalités financières**

---

### **12.4.1 Retenue de garantie et acompte**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-20 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire de chaque lot peut demander un acompte pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

La demande de paiement d'un acompte doit être formulée expressément par le titulaire de chaque lot.

Le montant de l'acompte est proportionné aux prestations effectuées à la date de la demande, sous réserve des conclusions de la vérification de service fait par le bénéficiaire concerné.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois. Cependant, lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire de l'accord-cadre, conformément à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

### **12.4.2 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de demande de paiement qui comporte toutes les mentions précisées ci-dessus.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme et sous réserve de la constatation du service fait.

### Demande de paiement

Le paiement sera effectué sur demande de paiement émise par le titulaire de chaque lot conditionné par une certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement est effectué par virement bancaire au compte du titulaire.

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies sur chacun des bons de commande après réalisation des prestations définies par le présent accord-cadre, par le titulaire.

Conformément à l'annexe 2 du présent CCTP, les frais de déplacement et d'hébergement pour les formations feront l'objet d'un remboursement forfaitaire sur présentation des justificatifs.

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-1 du code de la commande publique relatif aux modalités de facturation et de paiement le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures aux bénéficiaires sous forme dématérialisée.

### Etablissement de la facturation

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code général des impôts :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- Le numéro EJ de l'accord-cadre mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) du bon de commande ;
- le cas échéant, la référence du devis ;
- la désignation et la quantité de prestations fournies ;
- le montant unitaire hors taxes à payer pour les prestations réalisées ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement ;

La facturation est mensuelle.

### Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement du fait générateur conformément à l'article 269 du Code général des impôts.

## Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

## Transmission des factures

Le titulaire de chaque lot transmet ses factures via le portail *Chorus Pro* accessible via le lien suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Ce mode de transmission permet aux titulaires de déposer leurs factures sur le portail ou de saisir directement leurs factures.

Préalables techniques :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire de chaque lot est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut, à titre exceptionnel, remettre une facture en version papier.

**Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :**

**Ministère des solidarités et de la santé**

**SCBCM des Ministères sociaux**

**78/84 rue Olivier de Serres**

**75739 Paris cedex**

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord-cadre, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans le délai provisoire qui lui sera accordé.

Durant ce délai, le titulaire remet une facture papier envoyée en un seul original à l'adresse renseignée ci-dessus.

Pour tout renseignement concernant le paiement, il est possible de prendre contact avec le service facturier des Ministères sociaux (14, avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP) :

Téléphone : 01 40 56 83 79

Mail :

- [estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr](mailto:estelle.thiebaut@cbcm.social.gouv.fr)

- [vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr](mailto:vy-dan.delpech@cbcm.social.gouv.fr)
- [stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr](mailto:stephanie.smaghe@cbcm.social.gouv.fr)

## **Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE RELATIF AUX RESULTATS**

En application de l'article 35 du CCAG-PI de référence, les supports de formation font l'objet d'une concession des droits de propriété intellectuelle.

### Concession des droits :

Pendant la durée de l'accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers bénéficiaires de l'accord-cadre le droit d'utiliser ou de faire utiliser par les apprenants aux formations les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.

La durée de la présente concession est prévue pour la durée de l'accord-cadre.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans l'accord-cadre ne deviennent pas, du fait de l'accord-cadre, titulaires des droits afférents aux résultats, dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Le prix de cette concession au bénéfice du pouvoir adjudicateur est compris dans le montant de l'accord-cadre.

Le titulaire est autorisé à réutiliser les livrables, qui ont été adaptés aux besoins du pouvoir adjudicateur, grâce à l'apport d'expertise de ce dernier dans la connaissance des pratiques spécifiques du secteur public.

Il s'engage à apposer sur tout livrable pour lesquels la contribution du pouvoir adjudicateur a été déterminante pour contextualiser le projet dans le secteur public une mention de l'apport du pouvoir adjudicateur.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire ne peut faire une exploitation commerciale des livrables du présent accord-cadre, qu'après avoir obtenu l'accord écrit (courrier ou mail) du pouvoir adjudicateur. Au préalable à l'exploitation, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de chaque projet d'utilisation commerciale des livrables.

Les stagiaires conserveront ces documents à l'issue de la formation. L'administration n'est pas responsable des éventuels usages indus que les participants pourraient faire des documents pédagogiques.

### Concession des droits des modules à distance :

Le titulaire de l'accord-cadre concède pendant toute la durée de l'accord-cadre, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés le droit d'utiliser ou de faire utiliser les licences de modules à distance, les modules et la documentation intégrés dans la plateforme interministérielle de formation en ligne Mentor pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.



Le titulaire de l'accord-cadre autorise le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés à exploiter les licences de formation à distance pour la durée de l'accord-cadre.

#### Régime des droits sur les connaissances antérieures :

Le titulaire s'engage à communiquer au fur et à mesure de l'exécution des prestations les connaissances antérieures utilisées, telles que définies à l'article 32 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent accord-cadre.

Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent

## **Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **14.1 Forme des notifications et des informations**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique ou via la plateforme PLACE.

### **14.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales entre le titulaire et l'administration durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### **14.3 Sous-traitance et Co-traitance**

#### Sous-traitance :

Le candidat ou le titulaire de chaque lot du présent accord-cadre peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique.

En vertu de l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, la sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

L'acte de sous-traitance mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à

verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, la durée du contrat de sous-traitance et les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

#### Co-traitance :

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, conformément à l'article R. 2142-23 et suivants du Code de la commande publique, il doit désigner un mandataire solidaire parmi les membres du groupement qui sera l'interlocuteur unique de l'acheteur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur et d'en informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais.

### **14.4 Assurances**

---

Le titulaire de chaque lot est responsable de la bonne exécution des prestations et des éventuels dommages causés à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers, même lorsque les prestations sont exécutées dans les locaux des Ministères Sociaux.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des accords-cadres et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une attestation d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Le titulaire de chaque lot s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution de l'accord-cadre, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire de chaque lot.

### **14.5 Résiliation**

---

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI (événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, faute du titulaire ou motif d'intérêt général), et par dérogation à celui-ci, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- le montant cumulé des pénalités, constaté durant l'exécution de l'accord-cadre, dépasse les 5 % du montant maximum HT de l'accord-cadre ;
- le titulaire se trouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique ;
- le titulaire se trouve dans un cas prévu au présent document ouvrant droit à résiliation au profit du pouvoir adjudicateur.

La résiliation de l'accord-cadre n'a pas d'incidence sur l'exploitation des supports de formations et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre sous réserve de la réception de ces documents concernés et de leurs paiements par l'acheteur public.

Avant toute décision de résiliation pour faute du titulaire, s'il ne respecte pas les obligations qui lui incombent, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution lui sera adressée afin qu'il présente ses observations pour ces manquements. Si la mise en demeure est toutefois restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans aucune indemnité. Cette résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG/PI, sans réponse satisfaisante du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut procéder à l'exécution de tout ou partie des prestations avec d'autres opérateurs, aux frais et risques du titulaire déchu, après notification à ce dernier.

#### 14.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG de référence.

#### 14.7 Litiges et contentieux

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre est recherché conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du Code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent à la compétence du Tribunal administratif de Paris.

### Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire Objet de la dérogation
10	4.1	Place de l'offre technique dans l'ordre des pièces contractuelles
11.1.2	3.4.1	Représentation du titulaire désignée dans l'offre du candidat.
11.2.2	3.4.3	Délais dans le cadre d'un remplacement
11.13.1	14.1	Montants des pénalités
11.13.3	14.3	Absence de seuil d'exonération de pénalités
12.2.5	13	Durée d'exécution des bons de commandes
14.5	Chapitre 7	Cas de résiliation